

Grève générale et austérité

Cahiers > L'effet papillon

Le 25 janvier 2012 | | 2 messages

On peut reprocher beaucoup de choses au gouvernement Di Rupo. Mais on ne peut pas dire qu'il est facile de gouverner la Belgique en 2012. Comme dans les autres pays européens, le gouvernement belge doit faire face à la crise économique, limiter la dette de l'Etat, faire un budget qui tient la route... Avec en plus, en Belgique, des difficultés bien « belges ». Reste que le gouvernement a fait le budget 2012 du pays et a commencé à appliquer l'accord gouvernemental. Mais en Belgique, comme dans les autres pays, les syndicats protestent contre des mesures qu'ils trouvent antisociales.



Photo : Belga

Ce n'est un secret pour personne : les pays de l'Union européenne vivent une grave crise. Partie de la crise financière de 2008, la crise est devenue aussi une crise économique, une crise de la dette des Etats, une crise politique dans beaucoup de pays et une crise politique de l'Union européenne.

Depuis plusieurs mois, la dette parfois énorme de certains Etats européens fait peur. Peur aux agences de notation, peur aux marchés financiers, peur aux dirigeants de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne. Peur aux gouvernements des Etats membres. Chaque gouvernement veut montrer qu'il fait ce qu'il faut pour éviter une catastrophe économique et financière comme en Grèce, en Italie ou en Espagne... Et faire ce qu'il faut, c'est diminuer les dépenses et augmenter les recettes. Dans beaucoup de pays, cela s'est fait en prenant des mesures dites « d'austérité ». Les syndicats trouvent ces mesures antisociales.

Un nouveau gouvernement

En Belgique, comme on était sans gouvernement, on ne se rendait pas vraiment compte de

ce qui nous attendait. Depuis l'accord du nouveau gouvernement de décembre 2011, on en sait un peu plus sur les nouvelles mesures. Malgré quelques difficultés, entre autres avec la Commission européenne, le budget 2012 est bouclé. Les mesures d'économies sont programmées, les réformes sont en route. Le Premier ministre Elio Di Rupo a d'ailleurs fait un petit tour d'Europe pour rassurer les autres dirigeants européens. Il a montré aussi que, malgré sa petite taille, la Belgique reste au cœur de l'Union européenne et de son projet malgré la crise.

Sous pression communautaire

En plus de la crise, le gouvernement Di Rupo doit surmonter des difficultés bien belges. La menace de division communautaire est toujours là malgré l'accord gouvernemental sur les compétences données aux Régions et une solution pour BHV. Le parti nationaliste flamand de Bart De Wever attaque d'ailleurs sans relâche le gouvernement Di Rupo. Le célèbre « compromis à la belge » a pris du retard. Il a fallu 500 jours pour avoir un nouveau gouvernement. Le gouvernement doit donc aller très vite.

Devant tant de difficultés européennes et bien « belges », il n'est pas étonnant que le gouvernement Di Rupo commette quelques erreurs de communication. Les journaux, la radio, la télé n'ont pas manqué de souligner ces erreurs. Par exemple, les changements dans le crédit hypothécaire. En Belgique, quand vous empruntez pour acheter votre logement, vous avez une réduction d'impôt. Le 18 janvier, un membre du gouvernement annonce sur une télé flamande qu'en 2014, le gouvernement fédéral n'accordera plus cette réduction d'impôts. Ce sont les régions qui feront cette réduction. Panique en Belgique ! Cette réduction concerne 2 700 000 personnes qui ont acheté un logement. Et même les gouvernements régionaux concernés, ont été très surpris par cette annonce. Le transfert aux régions est bien prévu mais personne ne s'attendait à ce que l'annonce soit faite si vite et sur une chaîne de télévision... Finalement, tout rentre dans l'ordre.

Et sous pression syndicale

Mais le plus dur pour le gouvernement Di Rupo est peut-être à venir. Le budget 2012 et les mesures annoncées ne plaisent pas aux syndicats. Les partis du gouvernement ont beau rassurer. Rassurer en disant que l'on a préservé l'index. C'est-à-dire l'augmentation automatique des salaires et des allocations sociales quand il y a hausse des prix. Rassurer en disant que la sécurité sociale est préservée. On garde la solidarité entre travailleurs flamands et francophones, on maintient en gros le système des pensions, etc. Rien n'y fait ! Les syndicats protestent. Il y a eu une grande manifestation en décembre. Puis la grève générale du 30 janvier. Pour les syndicats, on s'attaque trop aux revenus du travail et pas assez aux revenus du capital. Il faudrait taxer davantage les grosses entreprises (Electrabel, par exemple), les banques, etc. En plus, disent-ils, ces mesures ne vont pas relancer l'économie mais au contraire aggraver la crise économique.

Thierry Verhoeven